

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ABRAFER SARL

39, rue de Stalingrad
76200 Dieppe

Références : UDRD.2024.02.T.141.SB.Brj
Code AIOT : 0005801269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement ABRAFER SARL implanté 39, Rue de Stalingrad 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action nationale 2024 relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), l'inspection s'est rendue sur le site exploité par la société ABRAFER située au n° 39, rue de Stalingrad à DIEPPE afin de s'assurer du respect de la filière des DEEE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABRAFER SARL
- 39, rue de Stalingrad 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005801269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABRAFER est autorisée, par arrêté préfectoral du 3 juillet 2015, à exploiter une installation de transit/tri de déchets métalliques (rubrique n° 2713 de la nomenclature des installations classées) et d'entreposage, démontage, dépollution de véhicules hors d'usage (n° 2712 de la nomenclature des installations classées). L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E
- DEEE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
4	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet
5	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	Sans objet
7	Transferts de DEEE usagés	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2	Sans objet
8	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2015, article 4.3.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Entreposage	Arrêté Préfectoral du 03/07/2015, article 8.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit confirmer que les déchets de petits appareils en mélange (PAM) sont bien inclus dans son contrat avec l'éco-organisme Ecologic.

Ensuite, l'exploitant doit déstocker des DEEE dangereux et confirmer par la transmission d'un porter-à-connaissance, la nouvelle activité de transit de DEEE dangereux (rubrique n° 2710-1 de la nomenclature des ICPE) avec une quantité susceptible d'être présente strictement inférieure à 7 tonnes s'il veut rester sous le régime de la déclaration.

Enfin, les aires d'entreposage de certains DEEE (chauffe-eau, radiateurs à bain d'huile...) doivent être couvertes afin de prévenir l'accumulation d'eau au niveau des DEEE et l'entraînement des huiles/fluides par les eaux de pluie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique que les déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) sont principalement apportés par le producteur initial (particulier ou artisan). Ils sont donc classables sous les rubriques n° 2710 (installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets) suivant leur dangerosité. L'inspection constate la présence: - de chauffe-eau, cumulus, fours, cuisinières, convecteurs, plaques de cuisson (DEEE non dangereux), cette activité reste non classée, le volume présent (estimé à 60 m ³ soit deux bennes de 30 m ³) restant inférieur au seuil de la déclaration fixé à 100 m ³ au titre de la rubrique n° 2710-2 de la nomenclature des installations classées; - de lave-vaisselle, sèche linge, lave-linge, radiateurs à bain d'huile, micro-ondes stockés à l'extérieur (représentant une quantité de 4,82 tonnes selon la base trackdéchets) ainsi que 6 caisses grillagées de 1 m ³ contenant des petits appareils ménagers (PAM) (800 kg x 6 soit 4.8 t) et une palette filmée de 500 kg de déchets d'ordinateur (en cours de démantèlement) entreposées dans le bâtiment. Ces déchets sont des DEEE dangereux et l'activité est soumise à autorisation, la quantité présente sur le site (estimée à environ 10 t) étant supérieure ou égale à 7 tonnes au titre de la rubrique n° 2710-1. L'exploitant déclare vouloir rester en dessous des 7 tonnes, soit sous le régime de la déclaration pour cette activité. Concernant la séparation manuelle des cartes électroniques des ordinateurs, celle-ci n'apparaît pas comme une activité de traitement, car elle ne touche pas à l'intégrité des pièces (cf note d'explication de la DGPR dans sa version du 10 décembre 2020).

Enfin, l'inspection n'a pas constaté de gros équipements ménagers froids (réfrigérateurs, congélateurs...) sur le site qui sont désormais refusés selon les dires de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n° 1: L'exploitant doit <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> transmettre un porter à connaissance relatif aux modifications apportées à ses installations, notamment avec la nouvelle activité de transit de DEEE dangereux (rubrique n° 2710-1), dans lequel il confirmera son classement à déclaration comme indiqué lors de la visite (quantité strictement inférieure à 7 t). Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation des quantités de DEEE dangereux vers une filière dédiée pour parvenir à une quantité inférieure à 7 t <u>sous un délai de 15 jours</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant utilise bien la plateforme numérique Trackdéchets pour déclarer les déchets dangereux sortants de son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : I. – Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a signé un contrat de partenariat avec l'éco-organisme Ecologic en date du 6 novembre 2023 et valide jusqu'au 31 décembre 2024 pour la reprise de ses DEEE dangereux et non dangereux. Ce contrat mentionne les catégories de déchets concernés (cf. constat n° 1).

Toutefois, les déchets de petits appareils en mélange (PAM) ne semblent pas concernés par le contrat, car ils n'apparaissent pas dans l'attestation transmise par Ecologic en date du 8 décembre 2023.

L'exploitant est surpris, car il aurait reçu 6 caisses grillagées de la part de l'éco-organisme le 19 décembre 2023 pour cette activité. Il précise que les demandes d'enlèvements s'effectuent via le site internet de l'éco-organisme mais indique ne pas avoir encore procédé à des évacuations. L'inspection n'a pas constaté d'enlèvement dans Trackdéchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n° 2 : l'exploitant doit <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> confirmer et justifier de la prise en compte dans le contrat avec l'Eco-organisme des déchets de PAM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ; - piles et accumulateurs ; - cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ; - cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ; - matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ; - déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ; - tubes cathodiques ; - chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ; - lampes à décharge ; - écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ; - câbles électriques extérieurs ; - composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; - composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ; - condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).

Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'activité de broyage ou de découpage de DEEE, seulement du reconditionnement c'est à dire la séparation manuelle des éléments métalliques (cartes électroniques) et plastiques des ordinateurs, activité de tri selon la note des modalités d'application de la nomenclature des installations classées de la DGPR dans sa version du 10 décembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant déclare avoir un partenariat avec l'éco-organisme COREPILE depuis juillet 2023 pour la gestion des piles et accumulateurs, preuve à l'appui le dernier enlèvement en date du 18 septembre 2023 de 0,25 tonnes (1 fût de 200 litres) est bien enregistré dans Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri et traitement des DEEE
Prescription contrôlée : Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont : - pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs. - couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses). Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes : - elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; - les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;

<ul style="list-style-type: none"> - les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ; - elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les aires d'entreposage des chauffe-eaux et des radiateurs à bain d'huile sont revêtues d'une surface imperméable munie de dispositif de collecte des fuites, notamment d'un dispositif de traitement. Par contre, elles ne sont pas couvertes et ne permettent pas de limiter l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements, notamment les mousses ainsi que l'entraînement des substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. Les installations disposent d'un système de pesée des déchets admis et les pièces détachées démontées (des ordinateurs) ainsi que les piles et accumulateurs sont entreposés dans des conditions appropriées, notamment à l'abri des intempéries.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 3:</u> l'exploitant doit <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> entreposer les déchets notamment de chauffe-eaux et de radiateurs à bain d'huile sous abri pour prévenir l'accumulation d'eau dans les mousses et l'entraînement des huiles/fluides par les eaux de pluie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Transferts de DEEE usagés

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :</p> <p>1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;</p> <p>2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;</p> <p>3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.</p>

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. – Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;

3° L'année de production si elle est connue ;

4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;

5° La date et les résultats des essais ;

6° Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

III. – Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :

1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;

2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.

Constats :

L'exploitant déclare ne pas réaliser de transfert d'équipements électroniques et électriques usagés vers l'étranger.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2015, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage et curage du dispositif de traitement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir procédé au nettoyage et curage du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ruisselantes sur le site, preuve à l'appui le bordereau de suivi de déchets en date du 4 décembre 2023. L'analyse sur les eaux de rejets prélevées le 29 juin 2023 ne relève pas de dépassement aux valeurs limites d'émissions des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel fixées à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2015.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Entreposage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2015, article 8.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des VHU non dépollués</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. Le nombre maximal de véhicules hors d'usage non dépollués pouvant être présents sur le site est inférieur ou égale à 10, sans empilement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence de plus de 10 véhicules hors d'usage non dépollués ni l'empilement de véhicules sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>